NOUVELOBS.COM | 02.04.2008 | 10:39

Déposé par un élu du parti républicain, le texte vise "à interdire les représentants officiels du gouvernement et ses employés d'assister à la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques d'été 2008 qui se tiendront dans la Chine communiste, attendu que la Chine communiste maltraite les manifestants au Tibet".

(c) Reuters

Un projet de loi a été déposé à la Chambre des représentants mardi 1er avril visant à empêcher le président américain George W. Bush d'assister à la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin en raison de la répression au Tibet, a-t-on appris de source parlementaire.
Le projet de loi a été déposé par un élu du parti républicain du président George W. Bush, Thaddeus McCotter.

Boycott

Si le texte venait à être approuvé par le Congrès,George Bush pourrait toujours user de son droit de veto.
Le texte vise "à interdire les représentants officiels du gouvernement et ses employés d'assister à la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques d'été 2008 qui se tiendront dans la Chine communiste, attendu que la Chine communiste maltraite les manifestants au Tibet".
En effet, malgré des appels lancés par certains dirigeants occidentaux de boycotter la cérémonie en signe de protestation contre la répression chinoise des manifestations au Tibet, George W. Bush prévoit d'être présent à la cérémonie d'ouverture des jeux de Pékin en août. En février, il avait promis de soulever la question des libertés lors de son voyage en Chine, mais en dehors du contexte des Jeux Olympiques.

Dénoncer Pékin

La chancelière allemande Angela Merkel a fait savoir qu'elle ne viendrait pas tandis que le président Nicolas Sarkozy n'a pas exclu de faire de même.
Le projet de loi déposé à la Chambre vise en outre à dénoncer Pékin "pour son soutien au régime soudanais qui pratique le génocide, pour sa politique forcée de l'enfant unique, pour la persécution de citoyens chinois qui veulent pratiquer librement leur religion, pour la répression des syndicats, pour la dégradation sans motif de l'environnement et le déni de libertés imposé au peuple chinois".
"Je pense que boycotter la cérémonie d'ouverture (...) est quelque chose qui doit rester envisageable", avait déclaré de son côté la présidente démocrate de la Chambre Nancy Pelosi mardi matin. "Le président (Bush) pourrait y repenser, en fonction de ce que vont faire les autres chefs d'Etat", avait-elle dit sur la télévision ABC.
Plusieurs parlementaires ont également demandé au président américain de renoncer à se rendre à Pékin pour les JO, en raison à la fois de la répression au Tibet et du conflit au Darfour (Soudan), Pékin étant accusé de ne pas faire pression sur le gouvernement soudanais pour y mettre fin.
"Il serait clairement inconvenant que vous vous rendiez aux Jeux Olympiques en Chine", ont écrit une quinzaine d'élus de la Chambre des représentants (dont 14 démocrates) dans une lettre ouverte à George W. Bush

Pékin affirme que les manifestants au Tibet ont tué 18 civils et deux policiers durant les récents soulèvements tandis que les leaders tibétains exilés assurant que 135 à 140 personnes ont été tuées au cours de la répression.

CHINE

Pas d'"effet JO" sur les droits de l'homme selon Amnesty

NOUVELOBS.COM | 02.04.2008 | 10:21

C'est ce qu'affirme l'ONG Amnesty international qui juge qu'au contraire, les autorités chinoises ont imposé le silence et emprisonné des militants des droits de l'homme dans le cadre d'un "nettoyage" pré-olympique.

(Reuters)

Amnesty International estime que les Jeux olympiques n'ont pour l'heure pas amené de changements en Chine, et que la promesse des autorités chinoises d'améliorer la situation sur le plan des droits de l'homme avant la manifestation sonne creux aujourd'hui, notamment après la répression des manifestations au Tibet, apprend-on mercredi 2 avril.

Le CIO risque d'apparaître comme complice

Le Comité international olympique, les dirigeants étrangers et les compagnies internationales qui font commerce avec la Chine doivent dénoncer les atteintes aux droits de l'homme, faute de quoi ils risquent d'apparaître comme complices, souligne l'organisation de défense des droits de l'homme qui appelle à la fin de la répression contre les défenseurs des droits de l'homme.

"Incitation à la subversion"

Dans Pékin et ses environs, les autorités chinoises ont imposé le silence et emprisonné des militants des droits de l'homme dans le cadre d'un "nettoyage" pré-olympique, affirme Amnesty, qui cite les cas de Yang Chunlin et Hu Jia. Yang a été condamné la semaine dernière à cinq années d'emprisonnement pour

"incitation à la subversion" après avoir aidé des villageois à diffuser une pétition intitulée "Nous ne voulons pas les Jeux olympiques, nous voulons les droits de l'homme".

Graves violation des droits de l'Homme

Hu est également jugé pour subversion et devrait être fixé sur son sort jeudi. Il a milité pour la démocratie, la liberté religieuse et l'autonomie du Tibet. Amnesty fait état par ailleurs de "graves violations des droits de l'homme" lors de la répression par les autorités chinoises des manifestations au Tibet et dans les régions à population tibétaine ces dernières semaines."Ces actes conduisent à s'interroger sur le sérieux de l'engagement des autorités chinoises à faire progresser les droits de l'homme avant les Jeux olympiques", déclare Irene Khan, secrétaire-générale d'Amnesty international dans un communiqué."Les Jeux olympiques n'ont pas réussi pour l'instant à jouer le rôle de catalyseur pour les réformes. A moins que des mesures urgentes ne soient prises pour redresser la situation, un bilan positif en matière de droits de l'homme pour les Jeux de Pékin semble de plus en plus hors d'atteinte", ajoute-t-elle.

Réaction chinoise

Jiang Tu, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a réagi mardi en déclarant qu'Amnesty était une organisation partiale et son rapport sans surprise."Tous ceux qui ont l'intention d'utiliser les Jeux pour menacer la Chine, ou pour faire pression sur la Chine, se trompent", a-t-il dit lors d'une conférence de presse. (Avec Reuters)